

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2013.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les affaires intérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 janvier 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de la Gouvernance publique, des Affaires intérieures,
de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,
G. BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200651]

13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval (planches 34/5, 34/6, 34/7, 35/6, 41/2, 41/3, 41/4, 41/7, 41/8, 42/2, 42/3, 42/4, 42/5, 43/2, 43/3, 48/1, 48/2, 48/3, 48/7) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 4 mai 2006 et publié au *Moniteur belge* du 17 mai 2006;

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu, depuis l'approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, vingt demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les Communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du zoning industriel d'Hermalle-sous-Huy dans la Commune d'Engis (modification n° 08.01);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Eben-Emael dans la commune de Bassenge (modification n° 08.02);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif des rues Papilards et Vieux Chemin dans la commune de Beyne-Heusay (modification n° 08.03);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Bouillenne à Cerexhe-Heuseux dans la commune de Soumagne (modification 08.04);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le lieu dit « Devant le Pont » dans la commune de Visé (modification 08.05);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le zoning industriel de la rue de Maestricht dans la commune de Visé (modification n° 08.06);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour l'impasse du Manil à Geer (modification n° 08.07);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour les villages de Faimés, Celles et Viemme dans la commune de Faimés (modification n° 08.08);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour l'impasse Bruyère dans la commune d'Andenne (modification n° 08.09);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue Vandervelde dans la commune de Marchin (modification n° 08.10);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le parc d'activités économiques de Wandre dans la commune de Liège (modification n° 08.11);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome et collectif pour la zone du Faubourg Sainte-Catherine dans la commune de Huy (modification n° 08.12);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le site de Cockerill dans la commune de Seraing (modification n° 08.14);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Walheimerstrasse dans la commune de Raeren (modification n° 08.15);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour la chaussée Ledouble dans la commune d'Awans (modification n° 08.16);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome et collectif pour le village de Saint-Jean Sart dans la commune d'Aubel (modification n° 08.17);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de « Horster Park » dans la commune de Raeren (modification n° 08.18);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Aineffe dans les communes de Faimés et Villers-le-Bouillet (modification n° 08.19);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village « Les Avins » dans la commune de Clavier (modification n° 08.20);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Brus à Bas-Slins dans la commune de Bassenge (modification n° 08.21);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé concerné comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti et une analyse de la situation topographique de la zone afin d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. a remis un avis positif sans condition pour la totalité des vingt demandes qui lui ont été adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

EXEMPTION DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval adressée par la SPGE au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant par ailleurs que la SPGE estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval adressée en date du 16 octobre 2012 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Vu l'article D.53 du Code de l'Environnement qui stipule que les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement, soit pour le 16 novembre 2012 au plus tard; que passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Considérant le courrier du CWEDD transmis en date du 19 octobre 2012 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Considérant les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales concernées, à savoir les Collèges communaux d'Aubel, Bassenge, Clavier, Engis, Geer, Huy, Seraing, Soumagne et Visé;

Considérant l'absence d'avis des autorités communales d'Andenne, Awans, Beyne-Heusay, Faimés, Liège, Marchin, Raeren et, donné au terme du délai prévu, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

Art. 3. Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour approbation.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe I^{re}

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et des cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; Sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200651]

13. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts (Karten 34/5, 34/6, 34/7, 35/6, 41/2, 41/3, 41/4, 41/7, 41/8, 42/2, 42/3, 42/4, 42/5, 43/2, 43/3, 48/1, 48/2, 48/3 und 48/7) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts, von der Wallonischen Regierung am 4. Mai 2006 endgültig genehmigt und am 17. Mai 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) alle während der abgelaufenen Periode eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." seit der endgültigen Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts zwanzig von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden eingesandten Anträge erhalten hat;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Betriebsgelände von Hermalle-sous-Huy in der Gemeinde Engis (Abänderung Nr. n° 08.01);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Eben-Emael in der Gemeinde Bassenge (Abänderung Nr. 08.02);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue Papilards und Rue Vieux Chemin in der Gemeinde Beyne-Heusay (Abänderung Nr. 08.03);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Rue Bouillenne in Cerexhe-Heuseux in der Gemeinde Soumagne (Abänderung Nr. 08.04);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortslage "Devant le Pont" in der Gemeinde Visé (Abänderung Nr. 08.05);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Betriebsgelände der rue de Maestricht in der Gemeinde Visé (Abänderung Nr. 08.06);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Impasse du Manil in Geer (Abänderung Nr. 08.07);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dörfer Faimés, Celles und Viemme in der Gemeinde Faimés (Abänderung Nr. 08.08);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Impasse Bruyère in der Gemeinde Andenne (Abänderung Nr. 08.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der rue Vendervelde in der Gemeinde Marchin (Abänderung Nr. 08.10);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet von Wandre in der Gemeinde Lüttich (Abänderung Nr. 08.11);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen und kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Faubourg Sainte-Catherine in der Gemeinde Huy (Abänderung Nr. 08.12);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Cockerill in der Gemeinde Seraing (Abänderung Nr. 08.14);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Walheimerstraße in der Gemeinde Raeren (Abänderung Nr. 10.14);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Chaussée Ledouble in der Gemeinde Awans (Abänderung Nr. 08.16);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen und kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Saint-Jean Sart in der Gemeinde Aubel (Abänderung Nr. 08.17);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Horster Park" in der Gemeinde Raeren (Abänderung Nr. 08.18);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Aineffe in den Gemeinden Faimés und Villers-le-Bouillet (Abänderung Nr. 08.19);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf "Les Avins" in der Gemeinde Clavier (Abänderung Nr. 08.20);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue de Brus in Bas-Slins in der Gemeinde Bassenge (Abänderung Nr. 08.21);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der betroffenen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz und eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets enthaltende Prüfung beigefügt wurde, um die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein positives bedingungsloses Gutachten für die zwanzig Anträge, die an sie gerichtet wurden, abgegeben hat;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderungen ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in der Anlage I erwähnten Bericht beschrieben werden;

BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." außerdem der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches erwähnten Auswirkungen bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts der Anlass besteht, den "CWEDD" ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 16. Oktober 2012 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrags auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung, das heißt spätestens bis zum 16. November 2012 übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Gutachten als günstig;

Aufgrund des am 19. Oktober 2012 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; aufgrund der Tatsache, dass sein Gutachten, wenn nicht vorhanden, als günstig betrachtet wird;

Aufgrund der von den betroffenen Gemeindebehörden, das heißt die Gemeindegremien von Aubel, Bassenge, Clavier, Engis, Geer, Huy, Seraing, Soumagne und Visé, innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Andenne, Awans, Beyne-Heusay, Faimés, Lüttich, Marchin, Raeren die Gutachten nicht innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben haben, dass deren Gutachten demnach als günstig betrachtet werden;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in der Anlage I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts.

Art. 2 - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in der Anlage I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts innerhalb von dreißig Tagen der Begutachtung durch die von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, die betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Genehmigung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage I

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Weser und den Karten, die jeder Abänderung beigefügt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden : <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200651]

13 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas (bladen 34/5, 34/6, 34/7, 35/6, 41/2, 41/3, 41/4, 41/7, 41/8, 42/2, 42/3, 42/4, 42/5, 43/2, 43/3, 48/1, 48/2, 48/3, 48/7) en waarbij de voorgelegde wijzigingen niet aan een milieueffectbeoordeling onderworpen worden

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas dat op 4 mei 2006 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 17 mei 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." "Société publique de Gestion de l'eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) alle aanvragen verzamelt die tijdens de afgelopen periode in ontvangst zijn genomen, om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." sinds de definitieve goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas twintig aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de industriezone van Hermalle-sous-Huy in de gemeente Engis (wijziging nr. 08.01);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Eben-Emael in de gemeente Bitsingen (wijziging nr. 08.02);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rues Papilards et Vieux Chemin" in de gemeente Beyne-Heusay (wijziging nr. 08.03);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue Bouillenne" te Cerexhe-Heuseux in de gemeente Soumagne (wijziging nr. 08.04);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gehucht "Devant le Pont" in de gemeente Wezet (wijziging nr. 08.05);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de industriezone van de "rue de Maestricht" in de gemeente Wezet (wijziging nr. n° 08.06);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Impasse du Manil" te Geer (wijziging nr. 08.07);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de dorpen Faimés, Celles en Viemme in de gemeente Faimés (wijziging nr. 08.08);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Impasse Bruyère" in de gemeente Andenne (wijziging nr. n° 08.09);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue Vandervelde" in de gemeente Marchin (wijziging nr. 08.10);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het bedrijvenpark van Wandre in de gemeente Luik (wijziging nr. 08.11);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de zone van de "Faubourg Sainte-Catherine" in de gemeente Hoei (wijziging nr. 08.12);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de site van Cockerill in de gemeente Seraing (wijziging nr. 08.14);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Walheimerstrasse" in de gemeente Raeren (wijziging nr. 08.15);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "chaussée Ledouble" in de gemeente Awans (wijziging nr. n° 08.16);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Saint-Jean Sart in de gemeente Aubel (wijziging nr. 08.17);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Horster Park" in de gemeente Raeren (wijziging nr. 08.18);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Aineffe in de gemeenten Faimés en Villers-le-Bouillet (wijziging nr. 08.19);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp "Les Avins" in de gemeente Clavier (wijziging nr. 08.20);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de Brus" te Bas-Slins in de gemeente Bitsingen (wijziging nr. 08.21);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende saneringsinrichting uitgevoerd is en dat een overzicht bevat van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een onvoorwaardelijk gunstig advies heeft uitgebracht voor het geheel van de twintig aanvragen die haar werden toegestuurd;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen omschreven worden in het verslag bedoeld in bijlage I;

VRIJSTELLING VAN MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen inhoudt, met name ten opzichte van de bevolking en van de afvalwaterlozingen die het voorwerp zijn van het voorontwerp van wijziging zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat de aanvraag ervan gerechtvaardigd is ten opzichte van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt waarom er beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas geraadpleegd moet worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas dat op 16 oktober 2012 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Gelet op artikel D.53 van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de adviezen binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden moeten worden, hetzij uiterlijk 16 november 2012; dat de adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de "CWEDD" op 19 oktober 2012 een schrijven heeft gezonden waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling, ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de betrokken gemeentelijke overheden, namelijk de gemeentecolleges van Aubel, Bitsingen, Clavier, Engis, Geer, Hoei, Seraing, Soumagne en Wezet;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden van Andenne, Awans, Beyne-Heusay, Faimés, Luik, Marchin, Raeren geen advies binnen de voorgeschreven termijn hebben uitgebracht, dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas, bedoeld in bijlage I, is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen opgegeven in het verslag bedoeld in bijlage I.

Art. 3. De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het in aanmerking genomen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinnings en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en het haar vervolgens ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage I

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas bestaat uit een verslag over de wijzigingen van het "PASH" van de Amel en uit de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarom er beslist werd een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau", avenue de Stassart 14-16, 5000 Namur alsook op de website van de "S.P.G.E." : <http://www.spge.be> (rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27057]

31 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 21 février 2008, du 5 décembre 2008 et du 12 juillet 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mai 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 juillet 2012;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation, donné le 26 octobre 2012;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, le cadre des emplois de directeur général, d'inspecteur général, de directeur et des emplois d'encadrement du Secrétariat général et de la Direction générale transversale 1 est remplacé par ce qui suit :

SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire général 1

Direction fonctionnelle et d'appui

Directeur 1

Direction de la Chancellerie et de la Traduction

Directeur 1

Premier attaché 1

Direction interdépartementale de la Cohésion sociale

Directeur 1